

L'Humanité Rouge

Quotidien des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 La Source

• URSS

L'Etat du peuple tout entier

UNE DICTATURE BOURGEOISE ET FASCISTE

La nouvelle constitution soviétique que Brejnev vient de rendre publique, codifie l'abandon du principe de

base du socialisme, depuis longtemps déjà trahi et renié par les dirigeants du Kremlin : la dictature du prolétariat.

3000 manifestants mardi à Nantes, nouveau procès mercredi à Rennes SOLIDARITE AVEC LES 5 PAYSANS EMPRISONNES !

3 000 personnes ont manifesté mardi soir à Nantes pour exiger la libération des 5 paysans condamnés, il y a quelques jours, à deux mois de prison. Les manifestants dénonçaient également l'enquête-bidon dite d'intérêt public engagée par le gouvernement pour préparer la construction de la centrale nucléaire du Pellerin. Celle-ci doit se traduire par une expropriation de 400 ha touchant plusieurs exploitations agricoles.

Par ailleurs, les conditions dangereuses d'installation pour la population

sont dénoncées avec de plus en plus de force, notamment par des chercheurs du CNRS.

Mercredi, une nouvelle manifestation est prévue à Rennes à l'occasion du procès en appel des 5 paysans. La solidarité se développe notamment à l'initiative du syndicat «Paysans-Travailleurs» et de sections de base CFDT.

De vives protestations s'élèvent contre l'attitude des directions CFDT et CGT après les arrestations de paysans. C'est ainsi que le responsable de l'Union dé-



Vendredi dernier, lors du procès des 5 paysans à Nantes.

partementale CFDT de Nantes a reçu de très nombreuses protestations de syndicats dénonçant la passivité de la CFDT devant les condamnations et son absence lors de la manifestation qui avait eu lieu lors du premier procès, la semaine dernière.

Quant au PCF-CGT, son attitude soulève une réprobation très répandue. Il est vrai qu'il a accusé les paysans d'être des provocateurs et accepte l'enquête d'utilité publique.

Tout en cherchant maintenant à paraître opposé à la répression, il sabote dans les faits la riposte.

C'est ainsi qu'à la manifestation de mardi soir tout le monde a pu constater que la présence de la CGT se résumait à deux banderoles portées par une dizaine de personnes !

Un concept nouveau — et profondément antimarxiste ! — y est consacré : celui «d'Etat du peuple tout entier».

Brejnev a beau se couvrir du masque du «socialisme», invoquer Lénine et exalter l'«internationalisme prolétarien», cette seule preuve suffit à le démasquer honteusement. C'est Lénine lui-même qui lui apporte le plus flagrant démenti en affirmant dans «l'Etat et la révolution» : «Ceux-là seuls ont assimilé l'essence de la doctrine de Marx, sur l'Etat, qui ont compris que la dictature d'une classe est nécessaire, non seulement pour toute société de classe en général, non seulement pour le prolétariat qui aura renversé la bourgeoisie, mais encore pour toute la période historique qui sépare le capitalisme de la «société sans classe», du communisme.»

Par définition, selon les principes les plus élémentaires du marxisme, il ne saurait y avoir d'Etat du peuple tout entier, d'Etat d'une société sans classe antagoniques. Toute l'histoire témoigne que l'Etat a toujours été l'instrument au service des intérêts d'une classe. En URSS aujourd'hui, il ne peut être que l'instrument de la dictature de la bourgeoisie ou bien de celle du prolétariat. (Suite p. 2)

La pomme de discorde du Parlement européen

C'est mardi qu'a commencé, à l'Assemblée nationale, le débat sur l'élection du Parlement européen au suffrage universel. Comme cela était prévisible, la division des différents partis bourgeois est apparue au grand jour dès cette première journée.

De toute évidence l'autorité, au sein de la bourgeoisie, du gouvernement actuel va sortir plus ébranlée que jamais de cette affaire. Etant dans l'impossibilité de réunir une majorité pour l'adoption du projet, Giscard d'Estaing a annoncé son intention de recourir à une procédure spéciale. Le gouvernement va engager sa responsabilité, ce qui signifie que si le RPR ne décide pas de renverser l'actuel gouvernement, le projet sera considéré comme adopté d'office, sans vote. Il semble bien que c'est par ce biais que le projet sera adopté, sauf si le RPR décidait de provoquer une crise gouvernementale, ce qui semble improbable. En tout cas, le recours à cette procédure marque la grande faiblesse du pouvoir actuel, incapable de regrouper les partis dits de la majorité.

La journée de mardi a été marquée notamment par une longue intervention de Debré, fréquemment applaudi par le RPR, qui a exposé les raisons publiques de son opposition au projet. On retiendra de son discours ses propos à l'égard de l'Allemagne considérée comme le principal rival. Il a clairement affirmé que la France devait avoir pour première préoccupation de maintenir un rapport de

force en sa faveur à l'égard de l'Allemagne dont il a évoqué ce qu'il appelle «les démons». De toute évidence, à travers Debré, ce sont certains monopoles en concurrence directe avec l'Allemagne qui se sont exprimés. Face à ce qu'il a appelé l'expansionnisme allemand, Debré a appelé à «étendre nos intérêts avec ardeur». Il s'est étendu en particulier sur la situation de la sidérurgie française, concurrencée par celle de la RFA. Lié à la famille De Wendel, Debré sait de quoi il parle.

Enfin, il a réaffirmé la nécessité du maintien de la division de l'Allemagne, ajoutant que celle-ci ne pouvait l'accepter.

Une autre remarque doit être faite après cette première journée. Elle a montré, en effet, que seul socialistes et giscardiens étaient prêts à voter le projet. Chardernagor, porte-parole du PS, a d'ailleurs été applaudi par les centristes et giscardiens.

Si la «majorité» est profondément divisée, les partis de la fausse gauche ne le sont pas moins.

De son côté, De Guiringaud a affirmé qu'avec l'élection du Parlement européen au suffrage universel, il s'agissait d'apporter un «soutien populaire» à la politique d'union européenne. Tout comme dans les élections aux parlements nationaux, les bourgeoisies européennes voudraient se donner une image démocratique pour mieux dissimuler que toute leur politique n'est dictée que par une chose : la défense de leurs profits.



VIVE L'URSS DE LA REVOLUTION D'OCTOBRE !
DEHORS BREJNEV, REPRESENTANT DU SOCIAL-FASCISME!
Mobilisons-nous contre les préparatifs de guerre des deux superpuissances !
Préparons la révolution !

MANIFESTATION SAMEDI 18 JUIN A 16 H A REPUBLIQUE

A l'appel des communistes marxistes-léninistes de France et de l'Humanité rouge, du Parti Communiste Breton/Inoué (Maurice-Henri), de l'Union Communiste de la Jeunesse Révolutionnaire de la Jeunesse Communiste Marxist-Léniniste de France.



● Ministère de l'Education
- administration centrale

Riposte de masse contre la répression

Jeudi 9 juin dans l'après-midi, des maîtres auxiliaires pénètrent dans les locaux de l'administration centrale du ministère de l'Education nationale pour réclamer la garantie d'emploi à la prochaine rentrée. Trois d'entre eux se rendent au cabinet du ministre pour exiger une entrevue. Aussitôt avertie et connaissant les pratiques de l'administration, la permanente du SGEN-CFDT et un secrétaire du SNAU (FEN) les rejoignent pour éviter la répression.

Sur ordre du ministre, le directeur de l'administration générale, le très réactionnaire Gilbert Marc, grand ami par ailleurs des partis «de gauche», autorise les flics à pénétrer dans les locaux pour expulser les maîtres-auxiliaires (MA) qui se trouvaient dans le hall tandis que la milice privée de Haby vide la délégation qui attendait une réponse sa demande d'audience.

Comme d'habitude, les flics cognent sur tout ce qui bouge ! Un des membres de la délégation est très violemment matraqué et reste dans le coma, sous la pluie, pendant 25 minutes, l'administration refusant d'appeler une ambulance pour le conduire à l'hôpital. Dans leur assaut, les flics n'hésitent pas : ils matraquent le secrétaire du SNAU et molestent la permanente CFDT.

Aussitôt l'émotion est grande parmi les travailleurs du ministère qui, quelques jours auparavant, avaient participé en assez grand nombre à plusieurs meetings de protestation contre l'attentat fasciste de Reims. La riposte s'organise sous l'impulsion des militants du SGEN-CFDT.

A l'heure de sortie des bureaux, des affiches sont placardées dans tous les halls. Sur les lieux de l'intervention policière, plusieurs prises de parole informent les travailleurs des faits qui viennent de se produire. Près de 30 travailleurs qui ont assisté à la répression policière donnent leur témoignage par écrit.

Une réunion intersyndicale est convoquée sur le champ. Le SGEN-CFDT et le SNAU-FEN sont présents tandis qu'en l'absence des responsables révisionnistes de la CGT introuvables, une déléguée CGT accepte d'y

participer.

L'accord se réalise pour la diffusion d'un tract dénonçant l'intervention des flics dans les locaux mêmes du ministère, dès le lendemain matin et appelant à un meeting dans la cour du 110

rue de Grenelle devant les bureaux du ministre. Le tract souligne que «le gouvernement a pris la lourde responsabilité de répondre une nouvelle fois par la violence aux revendications des enseignants auxiliaires». Il appelle «tous les personnels à manifester leur refus de voir leur lieu de travail devenir le théâtre d'opérations policières contre les travailleurs de l'Education».

Dès 12H15 le lendemain, les travailleurs commencent à arriver sur le lieu du meeting. Aussitôt il apparaît clairement que l'administration joue l'épreuve de force et tente d'interdire le meeting. La milice d'Haby veut interdire l'entrée du ministère à l'un des secrétaires de la section SGEN. Les portes automatiques sont fermées. Mais devant la détermination des travailleurs, l'administration recule, n'osant pas faire intervenir une nouvelle fois ses flics. Le meeting se tient donc devant 400 travailleurs. Tous les orateurs dénoncent la politique de Haby face aux revendications du personnel auxiliaire de l'Education, dénoncent l'intervention des flics et les graves atteintes portées aux libertés syndicales.

Seule la responsable révisionniste de la CGT se signale par une intervention accueillie dans un silence glacial, dans laquelle elle réussit le tour de force de critiquer plus l'action des MA que la répression policière. Mais rien ne peut entraver la combativité des travailleurs qui applaudissent à tout rompre lorsque en conclusion du meeting, un secrétaire de la section CFDT déclare : «Les personnels de l'administration centrale disent clairement : nous ne travaillerons pas sous la botte des flics. Contrairement à ce qu'affirme M.Haby, nous n'avons pas besoin d'être protégés contre d'autres travailleurs qui sont nos camarades de combat dans la lutte engagée pour la satisfaction de nos revendications».



● URSS

« L'Etat du peuple tout entier » : Une dictature bourgeoise et fasciste

(Suite de la page une)

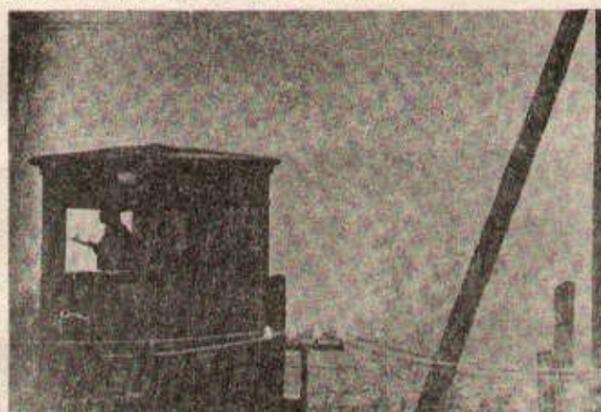
Il existe une différence fondamentale, entre les deux. Dans l'une il s'agit de défendre les masses populaires qui dans l'autre sont soumises à la répression. En URSS, l'Etat a changé de nature depuis que la clique de Kroutchev et de Brejnev a usurpé le pouvoir ; l'insistance des révisionnistes soviétiques à éliminer la notion de dictature de leurs textes vise seulement à camoufler la dictature qu'ils exercent contre les ouvriers, les paysans et les larges masses populaires.

Quant au «parti du peuple tout entier» que prétend être le PCUS dirigé par Brejnev, il n'est rien d'autre qu'un parti bourgeois à cent pour cent. Les protestations vertueuses de Brejnev selon lesquelles «la classe ouvrière occupe une position dominante dans la composition sociale du parti» - ce qui reste par ailleurs entièrement à démontrer ! - n'empêche pas qu'il ait changé sa nature de classe. Un changement qui ne s'est pas fait sans luttes d'ailleurs, puisque en deux ans - de mars 1973 à février 1975 - presque un million de membres du PCUS, accusés d'avoir des «idées dissidentes» ont été exclus du parti

soviétique. Durant cette même période, 30 % des cadres du parti dans l'année ont été limogés.

Dans l'URSS d'aujourd'hui, une nouvelle bourgeoisie averse et arrogante tient le haut du pavé et concentre tous les pouvoirs. Dans cet «Etat du peuple tout entier», le peuple, lui, n'a qu'à se taire et travailler toujours plus dur, privé de tout droit politique, soumis à une véritable terreur politique. A plusieurs reprises, Kroutchev, Brejnev et leur bande ont lancé leurs chars et leurs véhicules blindés réprimer dans le sang la résistance ouvrière et populaire. Les communistes authentiques, les révolutionnaires, tous ceux qui sont simplement épris de justice et de liberté sont jetés en prison, internés dans des camps ou les asiles qui abondent à travers tout le pays. Pendant ce temps, les dirigeants révisionnistes s'emplissent les poches de la plus-value extorquées aux travailleurs.

Mais dès maintenant, la classe ouvrière soviétique, les masses populaires, mènent la résistance sous diverses formes ; des tracts clandestins circulent qui appellent à renverser cette domination réactionnaire pour rétablir la dictature du prolétariat.



Un mirador du camp de Riga. Selon la revue des écrivains soviétiques, un «camp de redressement par le travail».

● Suisse

Ouverture du procès du général espion

C'est mardi à Lausanne que s'est ouvert le procès du général de brigade en retraite, Jeanmaire, pour espionnage au profit de l'URSS de 1962 à 1975. Jeanmaire avait été pendant plusieurs années chef des troupes de protection aérienne et avait mis à profit ses fonctions pour livrer à l'URSS d'importants secrets militaires en échange d'importantes sommes d'argent. Bien connu comme anticommuniste, Jeanmaire était entré en contact avec l'attaché militaire soviétique en Suisse !

Au cours de la première journée de son procès qui se déroule à huis-clos, Jean-

maire a fait certains aveux. Il a reconnu avoir transmis des documents à un attaché militaire soviétique. Sa femme, quant à elle, a dès le départ admis que son mari transmettait des documents au colonel Denisenko, l'attaché militaire en question. En mars dernier, pour tenter de disculper Jeanmaire, Denisenko avait publié dans l'hebdomadaire soviétique «Litteratournaya Gazeta», un article où il prétendait n'avoir jamais reçu de documents secrets...

Cette affaire, en Suisse, depuis qu'elle a été rendue publique, a suscité une importante émotion de l'opinion publique.

Les camps de déportation russes au service de l'effort militaire du social-impérialisme

Dans une interview donnée au «Quotidien de Paris», l'opposant soviétique Stern a déclaré : «J'ai passé près de trois ans à l'ITK (camp de rééducation No 12) de Karkhov en Ukraine. Ce camp fabrique différents produits : filtres à air pour les moteurs de tanks, pièces de rechange pour les chars, pièces détachées de radios... Dans la mesure où le travail effectif des détenus est extrêmement bon marché, il s'agit là d'une exploitation véritablement esclavagiste. Les détenus de ces camps de travail à régime sévère travaillent 8 heures par jour, six jours par semaine, pour 60 roubles par mois. De cette somme brute, il faut retirer 30 roubles que le gouvernement exige pour l'entretien du camp, 1 que l'on donne à l'administration pour la nourriture quotidienne, et 8 pour les cigarettes. De cette manière, chaque détenu gagne 4 roubles par mois. (...) Non seulement on nous fait travailler ainsi presque gratuitement mais de surcroît, dans des conditions invivables : il n'y a dans les camps aucune norme de sécurité qui existent dans les autres lieux de travail et rien n'est fait pour protéger les détenus contre la forte toxicité des produits qu'ils manipulent. (...) Le travail effectué dans l'ensemble des camps soviétiques représente une source de revenus se chiffrant par milliards de roubles. Ces revenus s'ajoutent aux 17 milliards de roubles officiels du budget de la défense. Cette main-d'œuvre d'esclaves à bon marché est donc un des piliers qui soutient le régime, car il n'y a pas une grande ville dans toute l'Union soviétique qui n'ait pas plusieurs camps». On voit donc comment le social-fascisme de type hitlérien qui règne en URSS et l'expansionisme soviétique sont intimement liés.

Un journaliste américain retenu en URSS Menace de représailles des USA

Samedi dernier, en pleine rue, à Moscou, un journaliste américain était arrêté par le KGB et maintenu en détention pendant plusieurs heures. Il était accusé d'avoir rencontré un Soviétique qui lui avait remis un texte sur la parapsychologie qualifié par le KGB de secret d'Etat. Mardi, le journaliste US a été à nouveau interrogé par le KGB après que lui ait été notifié l'interdiction de quitter l'URSS.

Du côté américain, une protestation officielle a été émise qui a été rejetée par Moscou. En représailles, des

mesures sont actuellement envisagées aux USA contre des Soviétiques.

Il s'agit là d'un nouvel épisode de la rivalité entre les deux superpuissances. Sous couvert de journalisme, chacune d'elle cherche à renforcer son influence chez l'autre et à établir un réseau d'informateurs. Il y a déjà quelques temps des faits semblables s'étaient produits avec l'expulsion d'un journaliste américain et en réponse l'expulsion de journalistes soviétiques des USA.

COMMUNIQUE

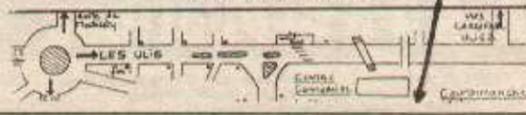
Les tracts et affiches ainsi que des auto-collants pour la manifestation du 18 juin contre la venue de Brejnev sont à la disposition des militants.

Ils peuvent se les procurer dans nos locaux tous les jours jusque 20 H

SAMEDI 18 JUIN à 20h, A LA MAISON POUR TOUS MEETING Les communistes marxistes leninistes de l'Humanité Rouge

- DISTRIBUTION DE TRACTS SUR LES CARRÉS DONT NOTRE BUREAU : Sarcelles, Planchère Boigne, etc...
- CAMPUS REVOLUTIONNAIRES
- REUNIONS D'INTERCOURS RELAYÉS EN POP
- DISTRIBUTION CENTRALE DE QUELQUES PROPOSER LES COMMUNISTES MARXISTES-LENINISTES DE L'HUMANITE ROUGE.

BUREAUX - SUR - YVETTE





Pour recevoir Brejnev...

Maréchal, nous voilà !

Il a fêté 70 ans.
50 pour le moins de trahison.
A grand renfort de fanfare
Il se décerne en récompense
Le titre de maréchal.

Il sort la poitrine et rentre l'estomac, le maréchal !
«Bientôt, le titre d'empereur : sa majesté le Tsar», songe-t-il
Et les vassaux se bousculent à la cour :
«Maréchal, nous voilà !»
Ils épinglent, empressés, sur son torse bombé
Autant de décorations que de principes trahis,
Que d'actes de pillage et d'exploitation.
Il en a le maréchal !
Il en est fier.
Ils épinglent, ils épinglent.
Et lui, rêve d'épingler sur la carte du monde
Un à un tous les pays conquis
Il rêve de tanks avançant sur les routes d'Europe,
D'avions sillonnant les airs et bombardant Paris,
De sous-marins, de missiles et de bombes atomiques.
Tout ça sous son commandement !
Il rêve de mains levées sur son passage
Et de laquais hurlant «Maréchal nous voilà !».

Qu'il rêve !
Il tremblera ridicule maréchal avec toute sa quincaillerie
Le jour prochain où de la mer Noire au détroit de Behring,
De Varsovie, à Prague, à Budapest,
Derrière le drapeau rouge,
Le poing levé et le fusil chargé,
Les peuples lui diront :
«Ton heure est arrivée, maréchal !»,
Nous voilà».

Cahoussaq Massi

• Vizille - près de Grenoble

Un char de la Chine au Corso fleuri

Dimanche 5 juin, à Vizille, Corso fleuri annuel. Cette année, le thème était Les pays du monde.

Un groupe de camarades a pris l'habitude avec des adhérents de la maison des jeunes de réaliser un char symbolisant la Chine populaire et l'amitié entre nos peuples.

Ils ont eu également l'idée de distribuer à la population massée sur le parcours du défilé, un tract expliquant ce qu'ils avaient voulu refléter.

Ce qu'ils n'ont pas dit, c'est le travail que ce char

représentait. 6 mois pour le réaliser, les obstacles face à la maison des jeunes, leur solidarité à eux et leur enthousiasme.

Leur réalisation a été très applaudie. Et l'on a vu, alors que le tracteur était tombé en panne au bas d'une côte, la population aider en masse le cultivateur qui le conduisait ainsi que les camarades à le pousser.

Nous pensons qu'une telle initiative est très positive, pour mieux faire connaître la Chine et les efforts du peuple chinois pour édifier le socialisme.

Correspondant HR



Les adhérents de la maison pour tous ont distribué un tract expliquant chaque détail du char... Le drapeau, les personnages, ouvriers, paysans, soldats, intellectuels, médecins aux pieds nus. Le décor : champs, usines, etc. le pont et la pagode.

A propos de la venue du tsar Brejnev (1)

Les pressions politiques et militaires de l'URSS sur la France

Les relations entre la France et l'URSS sont anciennes. L'URSS de Lénine et de Staline a bénéficié de la sympathie de la grande majorité des travailleurs de France. Mais depuis 20 ans, depuis la mort de Staline et la prise du pouvoir par Kroucht-

chev, Brejnev et compagnie, les choses ont bien changé. Aujourd'hui, ce qui caractérise les relations de l'URSS avec la France ce sont les pressions et les ingérences de l'Etat soviétique et l'esprit de conciliation du gouvernement français.

Quant aux travailleurs de France, ils ont vu, peu à peu, ce qu'était devenue l'URSS après la mort de Staline. Un certain nombre de faits, commencent à être bien connus. Ces faits ont tout d'abord suscité la méfiance par rapport aux nouveaux tsars qui ont pris le pouvoir au Kremlin. Ils suscitent aujourd'hui de plus en plus la haine et la révolte contre cet Etat fasciste et impérialiste.

LES PRESSIONS MILITAIRES DE BREJNEV

Les côtes françaises sont en permanence sillonnées par des navires de guerre soviétiques.

On se souvient qu'à la mi-mars de cette année, cinq navires russes mouillaient à deux milles des côtes françaises entre les ports militaires de Brest et Cherbourg.

En janvier, le sous-marin «Le Redoutable», équipé de têtes nucléaires, avait dû renoncer à faire des manœuvres parce qu'il y avait trop de navires russes dans les parages. A la même époque, un sous-marin russe pénétrait dans la rade de Toulon.

En 1975, des avions espions russes avaient pu remonter toute la vallée du Rhône, sans se heurter à la moindre résistance ni la moindre protestation des autorités françaises, qui s'efforcent d'étouffer chacun de ces «incidents».

En 1972, un rapport gouvernemental recensait 250 agents identifiés du KGB en France. Combien de non-identifiés ? Combien aujourd'hui, cinq ans après ce rapport ?

Ces actes sont des actes typiques d'une puissance impérialiste, agressive, et arrogante. *Violer les eaux territoriales d'un autre pays, suvoler son espace aérien, l'espionner, cela fait partie de préparatifs de guerre, ni plus ni moins.*

LA CAMPAGNE IDÉOLOGIQUE

Pour cela, Moscou a aussi besoin de cacher sa véritable nature, de se faire passer pour une puissance de paix. Et gare à quiconque ose dévoiler le vrai visage des nouveaux tsars du Kremlin. Quand une émission de télévision ne leur plaît pas (et pourtant de ce

côté-là ils n'ont pas à se plaindre) ils envoient une protestation, comme en 1976 après une émission faite sur Soljénitsine. Ce sont là encore des ingérences de puissance impérialiste.

Par ailleurs, ils ne se gênent pas pour venir faire leur propagande en France, pour participer à des meetings, des colloques ou des conférences, organisées par le PCF notamment. C'est en décembre dernier le colloque de l'abbaye de Royaumont sous l'égide de l'association France-URSS. Trois personnalités soviétiques sont venues jeter de la poudre aux yeux, dont Ponomarev, membre du Bureau politique du parti «communiste» russe. En mai 1975, Lev Yermine, un autre dirigeant, venait



Derrière le sourire, qui se veut charmeur, de Brejnev se cache une politique agressive.

à Paris participer à un meeting organisé par le PCF contre la politique europé-

enne de Giscard.

Le gouvernement français se prête par ailleurs à ces campagnes : émissions télévisées communes en novembre dernier et plus récemment long discours de Brejnev à la télévision française.

Le sommet devant être bien sûr la prochaine visite de Brejnev en France.

Visite qui permettra aux marxistes-léninistes d'expliquer et de manifester une fois de plus leur opposition à l'Etat soviétique d'aujourd'hui et leur attachement à l'URSS de Lénine et de Staline.

(Prochain article : les relations économiques franco-soviétiques).

Notre amitié avec l'URSS de Lénine et de Staline

En 1919, les marins envoyés par l'impérialisme français pour combattre le jeune pays des soviets se sont mutinés pour mettre fin à cette intervention.

Par la suite, le Parti communiste français (qui n'était pas alors la parti bourgeois qu'il est maintenant) et les forces progressistes firent de grands efforts pour

développer les relations et l'amitié avec l'URSS. Pendant la seconde guerre mondiale, les antifascistes en France et en URSS se trouvèrent côte à côte pour faire face à l'agression nazie. Après la guerre, les travailleurs français épris de paix se mobilisent pour dénoncer la participation de la France à la «guerre froide» contre l'URSS.

Le tueur Leconte n'en était pas à ses débuts

En 1972, à Issy-les-Moulineaux, un commando de la CFT se livrait à une agression contre des travailleurs immigrés et leur familles qui occupaient une maison. Les membres du commando, armés de revolvers et de matraques, s'emparaient de deux jeunes femmes. Elles étaient enfermées dans une camionnette Citroën. A tra-

vers le bandeau dont les agresseurs leur ont recouvert les yeux, elles pourront voir qu'on les conduit dans la cour de l'usine Citroën, à côté du local de la CFT.

Là, les deux jeunes femmes sont l'objet de violences. L'une d'elles est violée. Par la suite, elles seront conduites dans les bois, pro-

NON A LA VENUE DE BREJNEV NOUVEL HITLER

MEETING

des communistes marxistes-léninistes de France
le mardi 21 juin à 20 h 30
ORLEANS
SALLE DES CARMES

ches de Versailles. Parmi les chefs de ce commando figurait Leconte, l'assassin de Pierre Maitre, ainsi que d'autres responsables de la CFT. La direction de Citroën a alors protégé Leconte, prétendant qu'il avait déménagé et qu'elle ignorait sa nouvelle adresse. Or, à cette époque, Leconte agissait toujours pour le compte de Citroën, notamment à Reims où il dirigeait un commando contre les grévistes.

BREJNEV, HORS DE FRANCE

MANIFESTATION

Samedi 18 juin à 18 h
Place de la Nouvelle Aventure (côté rue Gambetta)
Wazemmes - LILLE



Communiqué de l'Association nationale Paysans - travailleurs

Le Collectif national réuni le 8 juin dénonce la répression qui s'abat à l'heure actuelle sur les paysans luttant sur le terrain.

— Les uns (quatre paysans travailleurs et un adhérent de la FDSEA) pour garder leur outil de travail dans le cadre des actions antinucléaires en Loire-Atlantique.

— Les autres pour arracher le paiement de leur travail à leurs firmes intégratrices comme dans le Nord dans l'affaire Locquet avec les établissements Barby.

Le Collectif national constate que les difficultés auxquelles se heurtent de plus en plus de paysans intégrés sont significatives de cette période de crise économique. La main-mise progressive des firmes agro-alimentaires sur l'agriculture vise au profit maximum sur le dos des agriculteurs qui deviennent des travailleurs à domicile entièrement dépendant de ces firmes et isolés donc « taillables et corvéables à merci ».

Le Collectif national souligne qu'aujourd'hui plus que jamais et en particulier à cause de la crise économique tous les travailleurs (ouvriers et paysans), un travailleur qui n'arrive plus à faire face à une échéance financière (qu'il s'agisse du loyer ou d'une traite quelconque) se trouve facilement pris dans le cycle infernal des dettes qui de saisie en expulsion le condamnent irrémédiablement à la ruine.

Le Collectif souligne enfin que l'histoire et l'expérience des travailleurs l'ayant montré, seul le rapport de forces compte face aux exploités et la justice.

En conséquence, le Collectif national invite les petits et moyens paysans à s'unir et à lutter sur leur propre terrain pour leur défense collective.

Le Collectif national - Paris, le 9 juin 1977

● Renault - Flins

A propos de la gestion du comité d'établissement

Après une vaste campagne de mensonges et de calomnies, les dirigeants de la CGT de l'usine Renault-Flins ont réussi à reprendre le secrétariat général du Comité d'établissement alors qu'ils avaient perdu la majorité aux élections de février.

La CFDT, à l'issue des élections au CE, avait accepté le poste de secrétaire général. La perte du CE de Renault-Flins battait en brèche l'hégémonie de la CGT et représentait une victoire contre les dirigeants révisionnistes qui s'étaient illustrés par des pratiques bureaucratiques s'appuyant sur une pesante organisation hiérarchique antidémocratique.

Mais l'héritage laissé par la CGT était un cadeau empoisonné. La CFDT avait pris en charge le CE quasiment en faillite. La CGT, dans le but de cacher la vérité aux travailleurs avant les élections de février, avait bradé les « œuvres sociales » du CE pour éponger le déficit de la gestion révisionniste des restaurants.

Comme par hasard, à la veille des élections des délégués du personnel (11 et 12 juin), les responsables de la CGT, qui n'en sont pas à un mensonge près, orchestrèrent une vaste campagne de dénigrement et de calomnies, rejetant la responsabilité du déficit de 2 milliards sur la CFDT.

Leur objectif est double : — 1) il s'agissait de discréditer la CFDT aux yeux des travailleurs à la veille des élections des DP (*).

— 2) il s'agissait également de tenter de récupérer, par tous les moyens, le secrétariat qu'ils avaient perdu.

Leur première manœuvre a échoué comme en témoignent le résultat des élections des DP du 1er collège (ouvriers). La CFDT obtient 42,81 % au lieu de 40,2 % et gagne 4 sièges. La CGT obtient 44,85 % au lieu de 46,2 % et perd 5 sièges.

Cependant, la campagne contre la CFDT se poursuivait et les dirigeants révisionnistes, cherchant à tout prix à embrouiller la situation pour bénéficier de la confusion générale, parvinrent à leur but : la reconquête du secrétariat général du CE.

La CFDT préférant abandonner la gestion des restaurants au patron et devant le refus de celui-ci démissionner du secrétariat, laissant le champ libre aux dirigeants révisionnistes qui récupérèrent le poste qu'ils avaient perdu en février. Les travailleurs, qui ont déjà eu à subir la gestion de ces bourgeois de « gauche », ne seront pas dupes de toutes ces manœuvres.

(* DP : délégués du personnel.

Correspondant HR

● Clermont - Ferrand

A propos des 12 victimes d'Amisol Les dirigeants CGT veulent imposer le silence aux travailleurs

A Reims, les dirigeants révisionnistes avaient imposé que les défilés protestant contre l'assassinat de Pierre Maitre par la milice fasciste, soient silencieux.

A Clermont-Ferrand, le 9 juin, les directions syndicales appelaient à un défilé silencieux pour les 12 OS victimes d'Amisol. Décidément, les révisionnistes ont vraiment peur que les travailleurs

Dans un tract, la CFDT (de Clermont) appelait à la riposte de masse aux assassinats du patronat (hygiène et « accidents » du travail, attentats fascistes contre les grévistes comme à Reims).

A début de la manif, il y avait peu de monde ; dans l'ensemble, les sections syndicales n'avaient pas été mobilisées, ce qui est actuellement réservé aux journées électorales comme celles du 24-mai !

Le syndicat CFDT du bâtiment propose alors d'ajouter à la banderole de tête (seule autorisée), une banderole contre l'agression de Reims. La CGT refuse. Le défilé silencieux se rend devant la préfecture où les dirigeants demandent à voir l'administration qui refuse de les recevoir. Ils n'en continuent pas moins à imposer le silence aux travailleurs en colère.

C'est alors qu'un jeune travailleur prend la parole : « Ce n'est pas en discutant avec les flics qu'on riposte aux assassinats du patronat ! La CFT assassine à Reims, la CGT fait reprendre le travail, la CGT refuse ici une banderole sur l'attentat de Reims ».

Des responsables CGT le traitent de « provocateur ». Le jeune répond : « Je ne suis pas un provocateur, je suis un membre du Comité de chômeurs ».

Deux individus se précipitent alors sur lui et essaient de le faire tomber.

Il reprend la parole : « Les nerfs de la CGT essayent d'empêcher les travailleurs de parler, le patronat assassine ouvertement, la CGT impose le silence aux travailleurs ».

De nombreux manifestants CGT, CFDT et non-syndiqués crient : « laissez le parler ». Les agresseurs reculent en demandant :

lançant des mots d'ordre de luttes et balaient leurs prosternations devant « le calme et la dignité » si chers à la bourgeoisie. Tout faire pour empêcher la riposte des masses ouvrières face à la dictature féroce du capitalisme telle est bien leur politique de bourgeois aspirant à gérer le capitalisme. Tant pis si des ouvriers sont assassinés... élections d'abord, telle est bien leur logique réactionnaire.

« Tu es un travailleur toi ? », un autre : « C'est un hystérique il n'a qu'à s'organiser d'abord, après on verra, ils croient toujours avoir raison ».

Une voix proteste :

« Les inorganisés ont droit à la parole ». Le jeune travailleur reprend : « La direction de la CGT essaye

d'empêcher la mobilisation de masse contre la répression et les agressions fascistes du patronat... ceux qui croient être les seuls à avoir raison, c'est eux qui interdisent la parole aux autres. Jusqu'à quand allons-nous suivre ceux qui nous trahissent ? » applaudissements. Un isolé dit : « Vous auriez pu respecter le silence dû aux victimes ». Le jeune répond : « Cette mascarade d'enterrement est une insulte aux victimes, ce n'est pas le silence qui nous les rendra, le patronat continue à assassiner, il faut riposter » ; puis au « recruteurs » CGT qui insiste : « Ce n'est pas à un ponton comme toi que j'ai des comptes à rendre sur la manière dont je m'organise ». Des voix : « Mais il y a des travailleurs, dans la CGT ». Le camarade répond : « Oui, mais la direction de la CGT ne les défend pas, elle les enterre ».

BILAN DE L'INTERVENTION

Positif : Il est possible de s'adresser à l'ensemble des travailleurs dans les manif syndicales dirigées par le Programme commun. Les travailleurs refusent les actes social-fascistes, il faut s'adresser à eux.

Négatif : l'intervention n'était pas suffisamment préparée, collectivement. La préparation aurait permis d'accabler la direction CGT en dénonçant, aussi sa trahison dans les récentes grèves, du bâtiment et de SMG à Clermont-Ferrand.

En montrant aussi que les responsables CGT à Amisol ont toujours refusé de mobiliser sur l'hygiène du travail avant la fermeture de la boîte, prétextant... le danger de fermeture !

Ils avaient même expulsé des étudiants en médecine, solidaires des travailleurs et qui dénonçaient la mortalité par l'abestose de l'amiante. C'est seulement après deux ans de fermeture et d'occupation et 12 nouvelles victimes que la CGT commence à faire des dangers de l'amiante un thème de mobilisation de masse. Sans toutefois vouloir l'étendre aux conditions d'hygiène actuelles dans les entreprises de la région (tels les solvants du caoutchouc à Michelin).

Correspondant HR

Hommage à Pierre Maitre

Dans beaucoup d'entreprises, les ouvriers ne se sont pas contentés des cinq minutes de « débrayage » de mardi dernier. Ainsi, des ouvriers de chez Keller-Dorian Grèveur (Lyon-Villeurbanne) nous écrivent qu'ils ont fait une demi-heure d'arrêt et que « des conditions difficiles et l'intervention de la direction n'ont pas empêché le succès du débrayage qui ne traduit que faiblement la colère des ouvriers et en tout premier des travailleurs immigrés et des ouvrières ».

« L'assassinat de Pierre Maitre par la CFT montre que le patronat ne recule devant rien ! Aussi les ouvriers de KDG ont estimé que les 5 minutes demandées par les syndicats étaient ridicules... même si les élections approchent ! Une photo de Pierre est affichée dans la boîte, Pierre ne sera vengé qu'une fois le capitalisme abattu ! »

Les travailleurs de l'entreprise Nicolet (1) à Echirolles (banlieue de Grenoble) ont débrayé massivement le mardi 7 juin pendant 1/4 d'heure, en solidarité avec les travailleurs des verreries de Reims, victimes de l'attaque fasciste de la CFT.

Le même jour, à eu lieu une collecte en signe de solidarité qui a rapporté 551,15 F.

Ceci est une grande victoire car c'est la première fois qu'une collecte a lieu dans l'entreprise. C'est une grande victoire aussi parce que dans l'entreprise existe un « syndicat autonome CFT », même s'il ne représente qu'une poignée de gens (30 voix aux élections de délégués).

Le produit de la collecte a été envoyé directement à Reims avec le message suivant : « Fraternelle solidarité et tout notre soutien ».

(1) Papier-carton

GEMENOS 77 : FETE DES TRAVAILLEURS ORGANISEE PAR L'HUMANITE ROUGE

Au programme

10-13 h : forum sur les luttes des travailleurs immigrés (avec la participation du Comité de coordination de la Sonacotra, du Comité de lutte français-immigrés de Marseille et d'Arènes).

13-16 h : partie culturelle : sketch de la JCMLF de Nice, des travailleurs intérimaires de Marseille, chorale de la JCMLF d'Aix, chants et danses des Comores et de Madagascar, les Mounkika, avec la participation du théâtre de l'Olivier.

Forum sur les luttes du tiers monde : Tunisie, Turquie, Comores, Madagascar, Tchad, Gabon, Nouvelle-Calédonie, etc.).

16 h : meeting ouvrier-paysan avec la participation de Jacques Jurquet. Prendront la parole un paysan corse « d'Aitu paisanu », Arthur Chaves, une travailleuse de la santé, un cheminot, etc.

18 h : la chanteuse Claude Antonini
La journée sera clôturée par un bal populaire. Toute la journée diaporamas (le socialisme, la Commune de Paris, la Sonacotra), animations diverses, garderie, buvette.

Horaires des cars : départ Marseille, Porte d'Aix à 9 h 30, départ de Berre à 8 h 30, Martigue-Pont-de-Ferrière à 9 h 30, Aix à 9 h 30 à la Rotonde, Gardanne à 10 h, gare SNCF.

MEETING DE SOLIDARITE AVEC LES NETTOYEURS DU METRO

SAMEDI 18 JUIN à 20 h 30

SALLE DE LA MUTUALITE

Projection d'un film sur les conditions de travail des nettoyeurs du métro
Musique, danses et chants des pays d'origine des travailleurs.
Intervention des grévistes

TRAVAILLEURS FRANÇAIS ET IMMIGRES PARTICIPEZ Y NOMBREUX